

## **ÉRYTHRÉE**

Érythrée

CAPITALE : Asmara

SUPERFICIE : 117 400 km<sup>2</sup>

POPULATION : 3 590 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Issayas Afeworki

LANGUES : anglais, arabe, tigrinya

PEINE DE MORT : maintenue

# **ÉRYTHRÉE**

**L'année 1999 a été principalement marquée par le conflit frontalier avec l'Éthiopie, dont les prémices remontent à mai 1998. Les deux belligérants se sont mutuellement accusés d'avoir commis des atteintes aux droits humains et violé les Conventions de Genève ; nombre de leurs allégations étaient cependant difficiles à prouver ou à vérifier de façon indépendante. Les deux camps ont souffert de lourdes pertes, et les répercussions du conflit ont été catastrophiques tant pour les populations civiles que pour l'économie du pays. Les intenses efforts de médiation déployés au niveau international et régional en vue de parvenir à un cessez-le-feu durable et à la signature d'un accord de paix n'ont cessé d'être contrecarrés. Il était difficile d'obtenir des informations concernant les atteintes aux droits fondamentaux commises en Érythrée. Le gouvernement a déclaré qu'il ne détenait aucun prisonnier politique, et il a continué de démentir les allégations faisant état de la « disparition » d'opposants.**

## **Contexte**

### **La guerre avec l'Éthiopie**

En février 1999, après une accalmie de trois mois, des combats acharnés ont repris entre l'Éthiopie et l'Érythrée après que les troupes érythréennes eurent perdu la zone de Badme qu'elles occupaient précédemment. Au cours des mois qui ont suivi, des affrontements sporadiques ont éclaté sur plusieurs fronts le long de la frontière litigieuse. Plus de 250 000 soldats érythréens ont été déployés. La plupart ont été appelés au titre du service national, obligatoire pour les hommes et les femmes âgés de dix-huit à quarante-cinq ans et qui ne prévoit aucune disposition pour l'objection de conscience. Des dizaines de milliers de soldats auraient été tués dans les deux camps, et les prisonniers se comptaient par centaines. En outre, plusieurs civils ont trouvé la mort, le plus souvent lors des frappes aériennes qui ont eu lieu en violation du moratoire décrété en 1998 ; plus de 200 000 Érythréens ont en outre été chassés de chez eux. L'Érythrée a refusé de fournir des renseignements sur les prisonniers de guerre qu'elle détenait, et elle a interdit au Comité international de la Croix-Rouge de leur rendre visite.

La communauté internationale a effectué de nombreuses tentatives de médiation, toutes infructueuses. En juillet les deux belligérants ont accepté le plan de paix et de cessez-le-feu proposé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), prévoyant le déploiement de personnes chargées du maintien de la paix et la reconnaissance d'une ligne de démarcation neutre. En décembre, cependant, l'Éthiopie a rejeté les modalités de mise en œuvre du plan de l'OUA.

### **Projets de réformes**

La réalisation des objectifs définis en 1993 – après que le pays fut devenu indépendant de l'Éthiopie – concernant la mise en place d'une Assemblée constituante, l'organisation d'élections et l'instauration d'une certaine forme de démocratie pluraliste, a été repoussée à une date indéterminée en raison de la guerre. Le Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ), le parti du président Issayas Afeworki, continuait d'être le

faisant état de détentions arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires de partisans présumés des rebelles dans les zones touchées par le conflit qui jouxtent le Soudan.

### **Traités internationaux**

L'Érythrée refusait toujours de ratifier les Conventions de Genève. En 1999, elle a ratifié la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

### **Ressortissants éthiopiens en Érythrée**

Réduits au chômage ou ayant perdu leur maison à cause de la guerre, plus de 3 000 Éthiopiens qui résidaient en Érythrée sont retournés en Éthiopie début 1999. Il ne semble pas qu'ils aient été expulsés par le gouvernement ni contraints de partir du fait de mesures gouvernementales particulières. Ce départ a porté à plus de 25 000 le nombre total d'Éthiopiens revenus dans leur pays pendant le conflit. À plusieurs reprises, le gouvernement éthiopien a accusé le gouvernement érythréen de recourir aux expulsions, aux arrestations, à la torture et aux exécutions extrajudiciaires. Au mois de janvier, le gouvernement a reconnu qu'il détenait aux fins d'enquête six Éthiopiens soupçonnés d'espionnage ; cela mis à part, Amnesty International n'a, dans la plupart des cas, pas recueilli d'éléments susceptibles d'attester le bien-fondé de ces accusations.

### **Détention sans jugement**

Il était difficile de vérifier la réalité des allégations accusant les autorités de placer arbitrairement en détention des opposants ou des personnes critiques à l'égard du gouvernement, parfois soupçonnés d'entretenir des liens avec des groupes d'opposition en exil. Abdulrahim Mohamed Ahmed, pilote et ancien membre du FLE, aurait été détenu secrètement au mois de janvier. Ermias Debessai, un ancien ambassadeur, aurait été arrêté début 1999 en vue d'être jugé par un tribunal spécial qui traite essentiellement des affaires de corruption. Plus de 450 personnes ont été arrêtées au cours de l'année 1999 afin de comparaître devant ce même tribunal. Cette juridiction siège à huis clos, n'autorise pas la présence d'avocats, ne reconnaît pas le droit d'interjeter appel, et applique une procédure judiciaire sommaire, en violation des normes internationales existantes en matière d'équité des procès.

### **Mises à jour**

Plus de 120 Érythréens membres de l'ancien parti au pouvoir et ayant appartenu à l'ex-administration éthiopienne continuaient de purger leur peine qui, pour certains, s'élevait à quinze ans d'emprisonnement. Détenus depuis la victoire, en 1991, du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) et condamnés pour avoir commis des atteintes aux droits humains, ils avaient été jugés à l'issue d'une procédure secrète et inéquitable.

Le gouvernement a continué de nier toute responsabilité dans la « disparition » de trois responsables du Front de libération de l'Érythrée-Conseil révolutionnaire (FLE-CR) enlevés au Soudan en 1992, et dans celle d'un ancien député érythréen au Parlement éthiopien, Ali Higo.

### **Visites d'Amnesty International**

Au mois de janvier, une délégation d'Amnesty International s'est rendue en Érythrée pour la première fois depuis 1991. Elle a rencontré différents ministres et fonctionnaires, ainsi que le Comité pour la paix en Érythrée (une organisation non gouvernementale qui s'emploie à recenser les cas d'Érythréens expulsés d'Éthiopie) et d'autres personnes.

### **Pour en savoir plus**